

Guinée : les écoles privées de plus en plus hors de portée des familles !

3 octobre 2025 à 11h 58 - [ALPHA OUMAR BALDÉ](#) ET [ALPHA OUMAR BALDÉ](#)

À l'approche de la rentrée scolaire 2025-2026, prévue le 6 octobre prochain, la question de l'augmentation des frais de scolarité dans les écoles privées alimente de nombreux débats. Entre fondateurs d'établissements qui invoquent des charges croissantes et parents d'élèves confrontés à des difficultés financières, les avis divergent mais traduisent une même réalité : la scolarité privée pèse de plus en plus lourd sur les ménages.

Certains responsables d'établissements justifient les augmentations par la nécessité d'améliorer les salaires des enseignants et de faire face à la hausse du coût de la vie.

Julien Kamano, fondateur du groupe scolaire Rougui Barry, indique avoir reconduit l'an passé les précédents tarifs, mais cette année, il y a une « légère augmentation de 30 000 francs guinéens » sur la mensualité. « Il n'est pas normal qu'un enseignant reste plusieurs années avec le même salaire », explique-t-il, soulignant également la hausse du prix des matériaux de construction.

Du côté du groupe scolaire Simlapy, son censeur Tamba Robert Millimono rappelle que les ajustements varient selon les établissements. Il met en avant les efforts de son école, qui bénéficie du soutien d'une fondation. « Nous avons mis en place une bibliothèque numérique et une salle informatique gratuites pour accompagner les parents », assure-t-il, avant d'insister sur l'importance d'un dialogue constant avec les familles.

Des parents qui peinent à suivre les augmentations des tarifs

Si les responsables d'écoles mettent en avant leurs contraintes, de nombreux parents disent ne plus pouvoir faire face aux coûts. Alhassane Sylla, père de famille, estime que « le prix de la scolarité est trop élevé » et craint que des familles nombreuses soient contraintes de se tourner vers le public dont les capacités d'accueil dépassent largement les demandes. Il appelle l'État à intervenir pour encadrer les fondateurs.

Même constat chez Meli Sylla, grand-parent d'élèves, qui confie avoir « d'énormes difficultés » à assumer les frais de ses petits-enfants.

Un équilibre difficile à trouver

Entre la volonté d'améliorer les conditions de travail des enseignants et les difficultés économiques des ménages, la question des frais scolaires reste un dilemme. Si certains établissements tentent d'alléger la charge des parents grâce à des partenariats, une majorité de familles réclame une régulation plus stricte de l'État.

Pour beaucoup, l'école privée, longtemps considérée comme une alternative de qualité, tend à devenir un luxe de plus en plus inaccessible pour de nombreuses familles.

Ousmane Camara